

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-03-17-00004

arrêté portant mise en demeure de la société
BIO YVELINES SERVICES concernant l'installation
exploitée à Bailly (78870) lieu-dit Le Crapaud,
chemin des Princes RD 7 - installations classées
pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ

**portant mise en demeure de la société BIO YVELINES SERVICES
concernant l'installation exploitée à Bailly (78870) lieu-dit Le Crapaud, chemin des Princes RD 7**

**LE PRÉFET DES YVELINES,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté en date du 20 avril 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2780 ;

VU l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 24 novembre 2014 autorisant la société Bio-Yvelines Services à exploiter une plate-forme de collecte de déchets verts au Lieu-dit « Le Crapaud » sur le territoire de la commune de Bailly (78870) ;

VU l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2025-0106 du 27 janvier 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le signalement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) en date du 20 janvier 2025 transmis à l'Inspection des installations classées informant que les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site de Bio Yvelines Services sont non utilisables ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 31 juillet 2023 dans lequel une non-conformité avait été relevée concernant l'absence du plan des zones d'occupation humaine dans un rayon d'un kilomètre autour de son site comme l'exige l'article 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 modifié susvisé ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 12 février 2025 faisant suite à l'inspection du 29 janvier 2025 ;

VU le courrier en date du 13 février 2025 notifié le 19 février suivant transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure, pour observations éventuelles ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 29 janvier 2025 effectuée conjointement avec le SDIS, il a été constaté que :

- l'eau contenue dans le bassin de gestion des eaux de ruissellement de plateforme ne pouvait être utilisée par les camions du SDIS au risque d'endommager fortement leurs motopompes ;
- la bâche souple d'un volume de 240 m³ ne peut être utilisée en l'état par le SDIS et n'a jamais été réceptionnée par ce dernier ;

CONSIDÉRANT qu'aucun des moyens d'extinction à incendie présents sur le site de l'exploitant et destinés au SDIS ne peut être utilisé en l'état ;

CONSIDÉRANT l'avis du SDIS sur le fait que la bâche souple d'un volume de 240 m³ est suffisante pour intervenir en cas d'incendie sur le site ;

CONSIDÉRANT l'absence persistante du plan des zones d'occupation humaine dans un rayon d'un kilomètre autour de son site demandé par l'Inspection des installations classées à l'exploitant dans son rapport d'inspection du 31 juillet 2023 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 19 et 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 (point I) du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Bio Yvelines Services de respecter les prescriptions des articles 19 et 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas émis d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été notifié le 19 février 2025, dans le délai imparti de quinze jours ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Bio Yvelines Services sise lieu-dit Le Crapaud - chemin des Princes - RD 7 à Bailly (78870) exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale à la même adresse, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 modifié susvisé :

- article 19, en rendant disponible et opérationnelle la bâche souple de 240 m³ présente sur le site dans le délai de **trois mois** à compter de la notification de la présente décision ; pour cela, l'exploitant procède à la surélévation de la bâche souple et à la mise en place d'aires d'aspiration suffisamment dimensionnées ; l'exploitant informe l'Inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) dès que ces actions sont mises en œuvre ; la bâche est réceptionnée par le SDIS ;
- article 53, en produisant le plan des zones d'occupation humaine dans le rayon d'un kilomètre autour du site, dans le délai d'**un mois** à compter de la notification de la présente décision.

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans les délais prévus à ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions peuvent être arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (article L.171-11 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.citoyens.telerecours.fr/>).

Article 4 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au maire de la commune de Bailly,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 17 mars 2025

Pour le Le Préfet et par délégation,
la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS

